

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

MARCHE N°ECRIN261

Acquisition d'un Chromatographe en phase gazeuse couplé
à un spectromètre de masse (GC-MS) pour le dosage de COV
en phase gazeuse pour le laboratoire PC2A de l'Université de Lille
dans le cadre du CPER ECRIN

DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES :
Le 24 novembre 2026 à 12h00, délai de rigueur

Depuis le 1^{er} octobre 2018, les offres doivent obligatoirement être remises de
manière dématérialisée sur le profil acheteur de l'Université :
www.marches-publics.gouv.fr

Date limite de réception des questions : 17/11/2026 à 12h00

L'Université de Lille sera fermée le mercredi 11 novembre 2026 (jour férié en France)

**Aucune copie de sauvegarde ne pourra être déposée sur site
et aucune réponse ne pourra être apportée à cette date.**



Depuis le 1^{er} octobre 2018, les offres doivent obligatoirement être remises de manière
dématérialisée sur le profil acheteur de l'Université : www.marches-publics.gouv.fr
A titre d'information, l'intégralité des échanges relatifs à la procédure se fera via ce profil
acheteur.

SOMMAIRE

1. Nom et adresse officiels de l'acheteur public	3
2. Mode de passation choisi	3
3. Forme du marché	3
4. Lieu de remise des fournitures.....	3
5. Marchés Publics de fournitures.....	3
6. Durée du marché.....	3
7. Prestations Supplémentaires Eventuelles facultatives et variantes à l'initiative du candidat.....	4
8. Les offres	4
9. Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre.....	4
10. Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent	5
11. Renseignements concernant la situation personnelle du candidat, renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation des capacités minimales de caractère professionnel, technique et financier à remplir par le candidat.....	5
12. Justificatifs à produire quant aux conditions d'accès à la commande publique visés aux articles R 2142-1 à R 2142-27 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.....	5
13. Critères d'attribution	5
14. Remise d'échantillons ou de matériels de démonstration.....	6
15. Contenu du dossier de la consultation à fournir au candidat par l'acheteur public (le cas échéant, acte d'engagement, cahiers des charges, annexes, programme, autres pièces)	7
16. Modalités de remise des offres	7
17. Double envoi.....	7
18. Copie de sauvegarde.....	7
19. Contenu de l'offre	8
20. Dispositions spécifiques à la dématérialisation des procédures.....	8

1. Nom et adresse officiels de l'acheteur public

Dénomination : UNIVERSITE DE LILLE	Direction de la Commande Publique
Adresse : 42, rue Paul Duez	Code postal : 59000
Ville : LILLE	Pays : France
Adresse internet : https://www.univ-lille.fr/universite/marches-publics/	

2. Mode de passation choisi

La procédure de passation pour cette consultation est l'appel d'offres ouvert selon les dispositions des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Si nécessaire, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recourir aux articles R2122-1 à R2122-11 du code de la commande publique.

3. Forme du marché

Allotissement :

Le présent marché est composé d'un lot unique. Le matériel ne peut pas être dissocié pour garantir son intégrité et les fonctionnalités complètes d'un tel équipement.

4. Lieu de remise des fournitures

Université de Lille
Campus Cité Scientifique
PC2A – Bâtiment C11
Avenue Mendeleiev
59655 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex

5. Marchés Publics de fournitures

Description/objet du marché :

Acquisition d'un Chromatographe en phase gazeuse couplé à un spectromètre de masse (GC-MS) pour le dosage de COV en phase gazeuse pour le laboratoire PC2A de l'Université de Lille dans le cadre du CPER ECRIN

Nomenclature communautaire pertinente (CPV) : 38433100-0 - Spectromètre de masse

6. Durée du marché

6.1 Concernant l'acquisition des matériels, la durée du marché correspond aux délais de livraison, d'installation, de mise en ordre de marche et de formations indiqués dans l'annexe 1 à l'ATTRI1 pour l'offre de base et dans l'annexe 2 à l'ATTRI1 pour la variante.

Ces délais sont applicables à compter de la notification du marché.

Des procès-verbaux d'admission seront établis, attestant de la bonne exécution des prestations.

6.2 – La période de garantie légale démarre à compter de la décision d'admission prévue à l'article 8 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

6.3 - La période d'extension de garantie d'une durée maximum de 4 ans commencera à l'issue de la garantie légale, si elle est retenue. La durée est fixée selon l'option retenue.

6.4 - La maintenance d'une durée maximum de 4 ans, **préventive OU préventive et corrective**, si elle est retenue, prendra effet à l'issue de la durée de garantie légale ou à l'issue de l'extension de garantie si elle est retenue. La durée est fixée selon l'option retenue.

7. Prestations Supplémentaires Eventuelles facultatives et variantes à l'initiative du candidat

a) Prestations Supplémentaires Eventuelles facultatives

Le marché comprend des Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE) facultatives.

Le détail de ces PSE est indiqué dans l'annexe 1 à l'ATTR11 pour l'offre de base et dans l'annexe 2 à l'ATTR11 pour la variante.

Pour les PSE facultatives, les candidats sont invités à présenter, s'ils le souhaitent, le coût de ces options au sein de l'annexe 1 à l'ATTR11 pour l'offre de base et de l'annexe 2 à l'ATTR11 pour la variante.

Le pouvoir adjudicateur fera connaître sa décision de retenir ou non ces prestations supplémentaires au moment de la notification.

b) Variantes à l'initiative du candidat

Les variantes techniques à l'initiative du candidat sont autorisées, au nombre de 2 supplémentaires à l'offre de base. Le candidat devra obligatoirement présenter une offre de base pour pouvoir proposer une variante.

Le candidat peut en supplément de son offre de base proposer une ou des variante(s) (nombre limité à 2 maximum) sur les éléments suivants et répondant à minima aux exigences techniques décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) :

- sur une solution permettant la variation de l'énergie d'ionisation du spectromètre de masse à condition qu'il n'y ait pas d'incidence sur la durée de vie du filament ;
- sur des résolutions en masse plus élevées que celle d'un quadrupôle.

Chacune de ces solutions devra être accompagnée d'une solution technologique permettant une introduction directe de l'échantillon dans le spectromètre de masse sans passer par le chromatographe en phase gazeuse.

Le candidat veillera à compléter l'Annexe 2 à l'ATTR1 - Variante, autant de fois qu'il sera nécessaire (2 variantes autorisées).

8. Les offres

a) Date limite de réception des offres

MARDI 24 NOVEMBRE 2026 à 12h00

b) Langue dans laquelle elles doivent être rédigées

FRANCAIS

9. Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

à compter de la date limite de réception des offres jusqu'au 31 mars 2027

10. Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent

- Financement sur crédits extérieurs (CPER ECRIN 2026) ;
- Application du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Application de l'article R.2192-10 du code de la commande publique et de l'article L. 2192-10 de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique : délai maximum de paiement fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture par l'Université de Lille.

11. Renseignements concernant la situation personnelle du candidat, renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation des capacités minimales de caractère professionnel, technique et financier à remplir par le candidat

- Remplir l'annexe au DC2.

12. Justificatifs à produire quant aux conditions d'accès à la commande publique visés aux articles R 2142-1 à R 2142-27 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

- Remplir les documents DC1 et DC2 joints au dossier de consultation des entreprises.

13. Critères d'attribution

Les critères d'élimination des candidatures sont les suivants :

Dans le respect de l'article R2161-4 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, l'Université informe les candidats qu'elle pourra décider d'examiner les offres avant les candidatures (il s'agit d'une simple faculté à la discrétion de l'acheteur).

Après demande de régularisation dans les conditions de l'article R2144-2 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, les candidatures qui ne seront pas recevables en application des articles R 2142-1 à 27 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique seront éliminées.

Les motifs d'élimination des offres sont :

- L'absence d'une annexe à l'ATTRI1 (bordereau de prix) entraîne d'office le rejet de l'offre
- L'absence d'une annexe à l'ATTRI1 pour l'offre de base entraîne d'office le rejet de l'offre variante
- La non complétude et/ou la non signature d'une annexe à l'ATTRI1 quelle qu'elle soit (bordereau de prix) peut entraîner le rejet de l'offre. La signature doit être conforme.
- Offre anormalement basse au sens de l'article R2152-3 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Les critères de sélection des offres suivants seront appréciés selon la pondération mentionnée :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous (par ordre de priorité décroissante) :

CRITERES DE NOTATION		PONDERATION (en points)
CRITERE 1	TECHNIQUE (selon le mémoire technique du candidat)	35
Sous-critère 1.1	Conception et accessibilité technique du chromatographe et du spectromètre de masse facilitant les opérations de maintenance et d'intervention	10
Sous-critère 1.2	Performances du spectromètre de masse en termes de rapport signal/bruit dans la configuration demandée	10
Sous-critère 1.3	Performance séparative du chromatographe en phase gaz	10
Sous-critère 1.4	Qualité, caractéristiques techniques et garantie de la solution informatique (ordinateur et logicielle)	5
CRITERE 2	PRIX	35
CRITERE 3	GARANTIE DE L'EQUIPEMENT ET DU LOGICIEL, SAV	15
Sous-critère 3.1	Conditions et périmètre de la garantie de l'équipement, du SAV	5
Sous-critère 3.2	Ensemble des délais dans le cadre de la garantie de l'équipement, du SAV	5
Sous-critère 3.3	Conditions et périmètre du logiciel	5
CRITERE 4	Délais de livraison, d'installation, de mise en ordre de marche et de formation	10
Sous-critère 4.1	Délais de livraison, d'installation et de mise en ordre de marche	5
Sous-critère 4.2	Délai et contenu de la formation initiale et sessions supplémentaires	5
CRITERE 5	ENVIRONNEMENT : Mesures et/ou dispositif mis en place par la société pour réduire l'impact carbone du matériel, objet du marché	5

14. Remise d'échantillons ou de matériels de démonstration :

☒ Non

☐ Oui

15. Contenu du dossier de la consultation à fournir au candidat par l'acheteur public (le cas échéant, acte d'engagement, cahiers des charges, annexes, programme, autres pièces)

- REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)
- CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)
- CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)
- ATTR11 (ACTE D'ENGAGEMENT) ET SES ANNEXES
- FORMULAIRE DC1 LETTRE DE CANDIDATURE
- MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR
- ATTESTATION SUR L'HONNEUR SANCTIONS RUSSES
- FORMULAIRE DC2 DECLARATION DU CANDIDAT
- ANNEXE DC2
- FICHE DE CREATION FOURNISSEUR
- FICHE DE RENSEIGNEMENTS
- PAGE DE GARDE
- CCAG FOURNITURES ET SERVICES
- GUIDE ENTREPRISE SUR LA DEMATERIALISATION

16. Modalités de remise des offres

Les offres ne peuvent être transmises que par voie dématérialisée via le profil acheteur de l'Université : www.marches-publics.gouv.fr

Le manuel d'utilisation du candidat (Guide Entreprise) est disponible dans le dossier de consultation des entreprises. Il décrit toutes les étapes à suivre afin de procéder au dépôt d'une réponse électronique.

17. Double envoi

Conformément à l'article R2151-6 du code de la commande publique « le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, **seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur** dans le délai fixé pour la remise des offres ».

18. Copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde est **une copie à l'identique** de la réponse électronique destinée à se substituer, **en cas d'anomalie**, aux dossiers de candidature et de l'offre transmis par voie électronique.

En aucun cas la remise d'une copie de sauvegarde autorise un prestataire à ne pas déposer son offre par voie électronique.

Le candidat peut, s'il le souhaite, déposer une copie de sauvegarde sur support physique (CD Rom, Clé USB) avant les dates et heures limites de réception des offres.

Les copies de sauvegarde peuvent être déposées à l'adresse suivante :

Direction de la Commande Publique
42, rue Paul Duez – 59000 LILLE

Horaires d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 9h00-12h00 / 14h00-17h00

19. Contenu de l'offre

Le dossier à remettre par le candidat comprendra les pièces suivantes :

- la CANDIDATURE

Fiche de renseignements (pièce n°2 du DCE)
DC1 Lettre de candidature. Modèle de déclaration sur l'honneur et Attestation sur l'honneur
Sanctions Russes (pièce n°3 ou 4A et 4B du DCE)
DC2 Déclaration du candidat (pièce n°5 du DCE)
Annexe DC2 (pièce n°6 du DCE)
Fiche de création fournisseur (pièce n°7 du DCE)
Attestations fiscales et sociales en cours de validité
Attestation d'assurance en cours de validité
Relevé d'identité bancaire ou attestation émanant de la banque si l'établissement bancaire se situe dans un autre pays que la France

- l'OFFRE

A – L'ATTR11 (Acte d'engagement) complété, daté et signé accompagné de ses annexes remplies, datées et signées (pièces n°8, 9A et 9B du DCE)

B – Le Cahier des Clauses Administratives Particulières paraphé, signé, daté, accepté sans modification et apposé du cachet commercial (pièce n°10 du DCE)

C – Le Cahier des Clauses Techniques Particulières paraphé, signé, daté, accepté sans modification et apposé du cachet commercial (pièce n°11 du DCE)

D – Le mémoire technique comprenant :

- Le descriptif de l'ensemble des caractéristiques énoncées dans l'annexe au CCP ;
- Le détail de la garantie légale, extension de garantie (si elle est retenue) et de la maintenance (si elle est retenue) ;
- Le détail de la formation ainsi que la maintenance de 1^{er} niveau ;
- Le descriptif des dispositions mises en place pour le développement durable ;
- Les éléments concernant la mise en place de mesures et/ou dispositif visant à réduire l'empreinte carbone de la conception de l'équipement, de sa fabrication jusqu'à l'acheminement au lieu final de livraison chez le client.

Le mémoire technique du candidat retenu sera intégré aux documents contractuels du marché

E- Un devis détaillé pour l'offre de base et un devis détaillé pour la variante valables jusqu'au 31 mars 2027

F- A l'appréciation du candidat une copie de sauvegarde sur support physique.

20. Dispositions spécifiques à la dématérialisation des procédures

a) Réglementation

La présente consultation est passée en application des articles R 2132-1 à R 2132-14 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Dématérialisation des marchés publics :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/publication-trois-arretes-relatifs-a-dematerialisation-au-sein-commande-publique>

Arrêté du 27 juillet 2018 (NOR: ECOM1817537A) relatif aux exigences minimales des outils et dispositifs de communication et d'échanges d'information par voie électronique dans le cadre des marchés publics

Arrêté du 27 juillet 2018 (NOR: ECOM1800783A) fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde-

Arrêté du 27 juillet 2018 (NOR: ECOM1817546A) modifiant l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique

- b) Poser une question relative au cahier des charges sur la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) / Module « poser une question »

Les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions (d'ordre administratif et technique) à la personne publique jusqu'au 17 novembre 2026 à 12h00.

Ils le feront obligatoirement par la voie électronique via l'application sur le site Module « Poser une Question » à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> (250 caractères maximum).

Les questions posées sont automatiquement enregistrées, un message de confirmation indiquant que la question a bien été posée sera envoyé à la Société qui a déposé la demande et sera ensuite transmise à l'Université de Lille qui la traite selon la procédure qu'elle a définie.

- c) Dispositions relatives à la signature électronique

La signature électronique n'est pas obligatoire.

En cas de signature électronique :

Chaque document doit être signé par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique, en cours de validité à la date de signature du document par le candidat, qui garantit notamment l'identification du candidat.

Une signature scannée ne constitue pas une signature électronique.

La signature d'un fichier compressé (ZIP) ou d'un fichier comportant plusieurs documents, ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Les certificats de signature utilisés pour signer électroniquement doivent être conformes au référentiel général de sécurité (RGS) ou équivalent.

Pour plus d'informations : <https://www.economie.gouv.fr/daj/referentiel-general-securite-rgs-certificats-signature-electronique-marches-publics>

Lille, le 21 octobre 2026

Signé numériquement le 23/10/2026
Par Sophie Leveque
DGD AF - DGD Affaires Financières